



Q.N.C DE MEAUX

Rue du Lycée-R.D.5
77100 Chauconin-Neufmontiers

MAITRE D'OUVRAGE

Ministère de la justice

« D.I.S.P : Direction Interrégionale des services Pénitentiaires de Paris »
03 Avenue de la Division LECLERC 94260 FRESNES



CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES ET PARTICULIERES (CCTP) REAMENAGEMENT DU Q.N.C DE MEAUX PRESCRIPTION COMMUNES A TOUS LES LOTS PHASE DCE – INDICE 03

MAITRE D'ŒUVRE GENERAL

MOE FLUIDE



Fawzi MEZOUARI
Architecte D.P.L.G



BETA J
BUREAU D'ÉTUDES TECHNIQUES

| REAMENAGEMENT DU Q.N.C DE MEAUX PHASE DCE | |
|--|--|
| SOCIETE | INTERLOCUTEURS |
| Maître d'Ouvrage : D.I.S.P DE PARIS 03 AVENUE DE LA DIVISION LECLERC BP103 94267 FRESNE CEDEX  RÉPUBLIQUE FRANÇAISE | D.I.S.P Mr Guillaume MATON : Chargé d'opérations Fixe. 01.87.36.75.42 Port. 06.10.23.73.10 Mail : guillaume.maton@justice.fr |
| Maître d'œuvre Général : MF ARCHITECTE 180 Avenue d'Italie 75013 Paris  Fawzi MEZOUARI Architecte D.P.L.G | M.F ARCHITECTE M. Fawzi MEZOUARI – Responsable du projet Mob. 06.10.63.21.77 Mail : fawzi.mezouari@fmarchitecte.com |
| Bureau de Contrôle : QUALICONSLT | M. Luc PEDRO Mob. Mail / luc.pedro@qualiconsult.fr |
| Coordinateur SSI : ICAR | M. François HUBINET Mob. Mail.francoishubinet@outlook.fr |
| OPC : INTECO | M. Corentin PALVADEAU Mob. Mail.corentin.palvadeau@inteco.cdr.eco cyril.fahim@inteco.cdr.eco |
| Coordinateur SPS : APAVE | M. Bernard MODE ASMENGAR Mob. Mail. |

PAGE D'EVOLUTION

| Indice | Date | Détail des modifications |
|--------|------------|--------------------------|
| 01 | 11/04/2025 | Première diffusion |
| 02 | 02/05/2025 | Deuxième diffusion |
| 03 | 27/05/2025 | Troisième diffusion |

Sommaire

| | |
|---|----|
| 01.1 OBJET DU MARCHE | 4 |
| 01.2 CONFIDENTIALITE | 4 |
| 01.3 BASE DE L'ETUDE | 4 |
| 01.3.1 Contraintes de chantier | 4 |
| 01.3.2 Erreurs ou omissions | 4 |
| 01.3.3 Type de marché..... | 4 |
| 01.3.4 Nomenclature des lots..... | 5 |
| 01.3.5 Nomenclature des documents graphiques..... | 5 |
| 01.3.6 Contrôle sur le site | 5 |
| 01.4 INTERVENANTS EXTERIEURS A LA MAITRISE D'ŒUVRE | 5 |
| 01.4.1 Bureau de contrôle..... | 5 |
| 01.4.2 Coordonnateur SPS..... | 6 |
| 01.4.3 Coordonnateur SSI | 6 |
| 01.4.4 OPC..... | 6 |
| 01.5 CONTRAINTE D'EXECUTION | 6 |
| 01.5.1 Définition du phasage des travaux | 6 |
| 01.5.2 Conditions de mise en œuvre..... | 6 |
| 01.5.3 Approvisionnement et évacuation des déchets | 6 |
| 01.5.4 Echafaudage et protection..... | 6 |
| 01.5.5 Planche et trame échantillon témoin | 7 |
| 01.5.6 Sous-traitance | 7 |
| 01.5.7 Contrôle interne des entreprises..... | 7 |
| 01.5.8 Gestion des déchets | 8 |
| 01.5.8.1 <i>Texte règlementaire (liste non exhaustive)</i> | 8 |
| 01.5.8.2 <i>Gestion et tri des déchets de chantier</i> | 8 |
| 1. <i>Les obligations de l'ensemble des entreprises</i> | 8 |
| 2. <i>Organisation générale de la gestion du tri-sélectif</i> | 9 |
| 3. <i>Pénalités</i> | 9 |
| 4. <i>Traçabilité des déchets</i> | 9 |
| 01.5.8.3 <i>Compte prorata</i> | 9 |
| 01.5.8.4 <i>Délais d'intervention</i> | 10 |
| 01.6 DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX | 10 |
| 01.7 NETTOYAGES DE CHANTIER..... | 10 |

I. PRESCRIPTIONS COMMUNES A TOUS LES LOTS

01.1 OBJET DU MARCHÉ

Marché de travaux tous corps d'état « TCE » portant sur le réaménagement du QNC de Meaux visant à le transformer en EPM.

Un Établissement Pénitentiaire pour Mineurs « EPM » devant répondre à de nouvelles exigences visant l'amélioration de l'éducation et du soutien pédagogique à apporter à des jeunes détenus.

Les travaux objet de ce marché, concernent à la fois les lots architecturaux mais aussi techniques.

01.2 CONFIDENTIALITE

Les documents et informations portant sur le projet sont confidentiels. Le retrait des documents marché est soumis à un engagement de confidentialité et de non-divulgaration à signer par les entreprises avant le téléchargement du DCE.

01.3 BASE DE L'ETUDE

01.3.1 Contraintes de chantier

L'attention des entreprises est fortement attirée sur les contraintes spécifiques d'accès et de sécurité à l'intérieur des établissements pénitentiaires.

Ces contraintes sont formalisées dans le document de la Direction Interrégionale des Services Pénitentiaires (DISP) joint au présent document :

« Prescriptions de sécurité à l'intérieur des établissements pénitenciers. Contraintes d'accès aux établissements ; Dispositions communes aux établissements pénitenciers » ; L'accès au chantier et l'ensemble des travaux seront sous l'autorité et la surveillance constante du personnel pénitentiaire. Les entreprises devront impérativement suivre l'ensemble des consignes édictées par celui-ci. Chaque entreprise devra prévoir dans ses prix toutes les sujétions nécessaires pour répondre aux contraintes spécifiques de chantier pendant toute la durée des travaux ».

01.3.2 Erreurs ou omissions

Les candidats doivent impérativement répondre sur les prescriptions du dossier DCE.

Toutes erreurs ou omissions dans les CCTP pouvant être soulevées lors du chiffrage doivent être signalées au MOE et corrigées avant la date de remise des offres.

Il appartient aux candidats, en raison du caractère forfaitaire du marché, de mesurer eux-mêmes l'étendue des obligations auxquelles ils acceptent de souscrire par la remise de leurs offres.

Les entreprises devront prévoir tous les travaux et fournitures nécessaires à la bonne finition des ouvrages, et ne pourront arguer ultérieurement de ces erreurs ou omissions pour exiger des plus-values.

01.3.3 Type de marché

Le marché s'organise autour d'une tranche ferme, d'une PSE et d'une tranche optionnelle.

Tranche Ferme :

Concerne l'ensemble des travaux classés en priorité 1 et 2 par le Maître d'Ouvrage. Se référer à la DPGF annexée au dossier Marché.

Travaux en PSE :

Concerne

- ✓ La mise en peinture des contremarches de la première et de la dernière marche sur l'ensemble des escaliers des unités de détention.
- ✓ La condamnation de la seconde porte accès à la cour de promenade depuis la salle à manger/détente via barreaudage extérieur
- ✓ La mise en œuvre d'un chemin carrossable faisant le tour du mur d'enceinte.

- **Tranche Optionnelle :**

- ✓ Travaux de mise en peinture murale dans couloir et circulation des unités de détention
- ✓ Travaux de reprise des sols défectueux dans couloirs de circulation des unités de détention
- ✓ Reprise de l'humidité apparente sur mur et cadre de portes dans bureau audience Avocats
- ✓ Reprise en peinture des Menuiseries extérieures du parloir.

01.3.4 Nomenclature des lots

Les travaux font l'objet d'un marché d'allotissement répartis en **4 lots**.

a. LOT N°01

Concerne le lot Architectural

Portera sur :

- ✓ INSTALLATION DE CHANTIER ; CURAGE / DEMOLITION ; MAÇONNERIE GENERALE - VRD ; PLAQUISTERIE - FAUX PLAFOND ; MENUISERIES EXTERIEURES EN ALU / MENUISERIES INTERIEURES EN BOIS ; PEINTURE – FINITION.

b. LOT N°02

Concerne le lot METALLERIE / SERRURERIE

Portera entre autres sur les CLÔTURES ET LA SECTORISATION

c. LOT N°03

Portera sur les travaux :

- ✓ CFA/CFO/SSI

d. LOT N°04

Portera sur les travaux :

- ✓ CVC-DESENFUMAGE / PLOMBERIE

01.3.5 Nomenclature des documents graphiques

Le présent CCTP a été établi sur la base des plans DCE

- ✓ Jeu de plans PHASE DCE au format A3
- ✓ Plans Projet lots CFA/CFO/SSI/CVC-DESENFUMAG ET PLOMBERIE

01.3.6 Contrôle sur le site

Avant de chiffrer son offre de prix, l'entrepreneur devra se rendre sur le site afin de constater l'importance et la nature des travaux à exécuter et de juger les difficultés et sujétions pouvant en découler, des difficultés d'accès, de circulation d'engins, d'approvisionnement des matériaux, de stockage, de mise en œuvre, etc., ainsi que pour tout ce qui concerne l'installation des moyens de levage et de manutention.

Il ne pourra en aucun cas, faire prévaloir une méconnaissance des travaux à effectuer tant en ce qui concerne les fournitures que leur mise en œuvre.

01.4 INTERVENANTS EXTERIEURS A LA MAITRISE D'ŒUVRE

01.4.1 Bureau de contrôle

Le contrôleur technique désigné par le MOA est :

QUALICONSLT / mission assurée (L, LE, SEI, Ph, F). Interlocuteur : Ludovic PAWICK Luc PEDRO

Mail : luc.pedro@qualiconsult.fr

01.4.2 Coordonnateur SPS

Le coordonnateur SPS désigné par le MOA est :

Apave / Interlocuteur : Bernard MODE ASMENGAR

01.4.3 Coordonnateur SSI

Le coordonnateur SSI désigné par le MOA est :

ICAR / François HUBINET francoishubinet@outlook.fr

01.4.4 OPC

L'OPC désigné par le MOA est :

INTECO / Interlocuteur : Corentin PALVADEAU : corentin.palvadeau@inteco.cdr.eco / cyril.fahim@inteco.cdr.eco

01.5 CONTRAINTE D'EXECUTION

01.5.1 Définition du phasage des travaux

Il est précisé à l'entreprise que les travaux seront réalisés en plusieurs phases tel que défini au sein du planning prévisionnel travaux annexé au dossier marché.

01.5.2 Conditions de mise en œuvre

Pour chaque type et catégorie d'ouvrage objet du présent marché, l'entreprise devra avoir reçu l'aval de l'ensemble des intervenants concernés (Maîtrise d'ouvrage - Maîtrise d'œuvre - Bureau de contrôle – Coordinateur SPS - et autres selon exigences) concernant les modalités et moyens mis en place permettant la réalisation des travaux dans le délai imparti, dans le respect des contraintes liées au site et à la configuration du bâtiment.

L'ensemble bien sûr conformément à la réglementation en vigueur ainsi qu'aux recommandations du coordonnateur SPS.

01.5.3 Approvisionnement et évacuation des déchets

L'approvisionnement ainsi que l'évacuation des déchets produits lors des travaux sera soumis à validation du MOA et de la direction d'établissement. L'entreprise devra formuler ses demandes à l'avance et par mail afin de permettre à la direction d'établissement de s'organiser en conséquence. Toute procédure qui ne respecterait pas ce process sera automatiquement rejetée.

L'entreprise aura à sa charge la fourniture de l'ensemble des moyens (camions bennes – chariots – palissade de protection-signalétique ...) permettant la bonne tenue de l'opération.

A la charge de l'entreprise intervenante la prise en compte de l'ensemble des mesures nécessaires à la sauvegarde en l'état des ouvrages existants (voirie, murs, Blocs portes, installations techniques etc..). Elle aura à sa charge l'ensemble des travaux de remise en l'état de tout ouvrage existant dégradé.

01.5.4 Echafaudage et protection

L'entrepreneur devra l'installation d'échafaudages et de protections lui permettant d'exécuter dans les meilleures conditions, les travaux objets de son marché.

Ces éléments seront réalisés conformément aux normes de sécurité et tiendront compte :

- ✓ Des cheminements d'amenée des matériaux à pied d'œuvre et leur évacuation ;
- ✓ Des travaux préparatoires d'installation ;
- ✓ Des planchers de travail, protections nécessaires, garde-corps prévus par les règlements de sécurité (garde-corps périphériques) ;
- ✓ Des platelages de protection contre la chute éventuelle des matériaux et matériels ;
- ✓ Tous moyens nécessaires à l'approvisionnement des matériaux et matériels et moyens d'accès des équipes de chantier ;

- ✓ Des travaux de maintenance pendant la durée des travaux ;
- ✓ De la dépose et remise en état des points d'ancrage en fin de chantier ;

Le cas échéant, les précautions et garanties pendant la durée des travaux seront assurées par un bâchage de protection, fixé aux éléments d'échafaudage.

Ce dernier devra résister aux vent et intempéries et sera déplacé au fur et à mesure de l'avancement du chantier ; y compris toutes sujétions de mise en œuvre, déplacement, etc.

Les travaux seront effectués au moment opportun en coordination avec les corps d'état concernés.

Compris toutes sujétions de manutention, repliement en fin de chantier.

01.5.5 Planche et trame échantillon témoin

L'ensemble des prestations devra impérativement faire l'objet de présentation préalable d'échantillons correspondants aux matériaux et matériels définis au marché. Celles-ci seront prévues pendant la période de préparation du chantier.

Pour chacune des prestations il sera demandé la justification des caractéristiques requises (esthétique - feu - acoustique - thermique - glissance - UPEC - etc.) compris AT ou tout autre agrément reconnu. Pour les ouvrages et prestations particulières sans agrément, il sera demandé aux entreprises de réaliser tout AT Expérimental et Chantier nécessaire à la demande du Bureau de Contrôle, et ce aux frais exclusifs de l'entreprise (aucun supplément de prix ne sera accordé).

Les coloris et décors seront choisis dans la gamme complète du fabricant retenu et le MOE pourra en retenir plusieurs sans supplément de prix. Les matériaux seront livrés sur le chantier en emballage indiquant leur dénomination commerciale exacte ainsi que le nom et l'adresse du fabricant.

01.5.6 Sous-traitance

En cas de sous-traitance, les travaux ne pourront être entrepris que si l'acceptation est constatée par un acte spécial signé par le Maître de l'ouvrage ou la personne responsable du marché et par l'entrepreneur qui conclut le contrat de sous-traitance.

En aucun cas l'Entrepreneur ne peut sous-traiter en totalité les travaux qui lui ont été commandés.

L'acte spécial indiquera avec précisions :

- ✓ La nature et le montant des prestations sous-traitées.
- ✓ Le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant.
- ✓ Les modalités de calculs et de versement des avances et acomptes.
- ✓ La date d'établissement des prix.
- ✓ Les stipulations relatives aux délais, primes, pénalités, réfections et retenues diverses.
- ✓ Les modalités de révision ou d'actualisation des prix.
- ✓ Le nom de la personne habilité à donner les renseignements.

Les entreprises sont informées que le recours à la sous-traitance, sans acceptation préalable du sous-traitant par le Maître d'ouvrage, entraîne l'application des mesures coercitives prévues par le CCAG et les textes en vigueur.

Par défaut, les conditions générales des contrats de sous-traitance types établis par le SNSO (Syndicat National des Entreprises de Second-œuvre du Bâtiment) sont applicables.

01.5.7 Contrôle interne des entreprises

En début de chantier, l'Entrepreneur donnera le nom de la personne chargée d'assurer le contrôle des matériaux et leur mise en œuvre.

Le contrôle interne auquel sont assujetties les entreprises, doit être réalisé à différents niveaux :

- Au niveau des fournitures, quel que soit leur degré de finition : l'entrepreneur s'assurera que les produits commandés et livrés sont conformes aux Normes et aux spécifications complémentaires éventuelles du marché ;
- Au niveau du stockage : l'entrepreneur s'assurera que celles de ses fournitures qui sont sensibles aux agressions des agents atmosphériques ou aux déformations mécaniques sont convenablement protégées ;
- Au niveau de l'interface entre corps d'état : l'entrepreneur vérifiera tant au niveau de la conception que de l'exécution, que les ouvrages à réaliser ou à exécuter par d'autres corps d'état permettent une bonne réalisation de ses propres prestations ;
- Au niveau de la fabrication et de la mise en œuvre : le responsable des contrôles internes de l'entreprise vérifiera

que la réalisation est faite conformément aux D.T.U. et règles de l'art ;

- Au niveau des essais : l'entrepreneur réalisera les vérifications et essais imposés par les D.T.U., règles professionnelles, document technique COPREC ;

Y compris en ce qui concerne l'ensemble des contraintes liées à l'étanchéité à l'air du bâtiment.

01.5.8 Gestion des déchets

Le titulaire devra tenir compte pour l'établissement de son offre de prix, de l'ensemble des DTU, normes, décrets et réglementations en vigueur, et notamment celles relatives au tri-sélectif et traitement des déchets de déconstruction et de construction.

01.5.8.1 Texte réglementaire (liste non exhaustive)

- Loi N° 75 633 du 15/07/1975 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 19/08/1977 sur les déchets générateurs de nuisances,
- Arrêté du 04/01/1985 suivi des déchets,
- Loi N° 88 1261 du 30/12/1988 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire du 28/12/1990 et arrêtés préfectoraux sur étude des déchets,
- Loi N° 92 646 du 13/07/1992 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Décret du 13/07/1994 relatif aux déchets d'emballage industriel,
- Loi N° 95 101 du 2 Février 1995 relative à l'élimination des déchets et à la récupération des matériaux,
- Circulaire de juin 2002
- Arrêtés du 18/12/1992 relatifs aux décharges de classe I,
- Décret N° 98 679 du 30/07/1998 relatif au transport par route,
- Règlement des transports des matières dangereuses,
- Règlement sanitaire du département 94,
- Courrier ministère de l'Équipement,
- Circulaire interministérielle du 15/02/2000 Logement Équipement Environnement relative à la gestion des déchets,
- Guide technique relatif aux installations de stockage des déchets internes (ministère de l'environnement),

01.5.8.2 Gestion et tri des déchets de chantier

1. Les obligations de l'ensemble des entreprises

Dans le cadre du tri des déchets, le chantier fera l'objet d'une organisation particulière au niveau de :

- Prévention ou réduction de la production des déchets ;
- Organisation du transport des déchets et limitation en distance et en volume ;
- Valorisation des déchets par réemploi, recyclage ou valorisation énergétique sans hiérarchie à priori entre ces différents modes ;
- Information du public ;
- La signalétique indiquant la nature des déchets à déposer ;
- L'état de propreté de l'ensemble du chantier, en particulier aux abords des aires de dépôts des déchets ;
- L'information des entreprises et de son personnel ;
- L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un "MONSIEUR PROPRE" qui aura la responsabilité de la bonne tenue générale du tri pendant la totalité des travaux (compris vérification des tri-sélectif, etc.) ;
- Cette personne sera responsable de cette organisation ;

Il est rappelé également qu'il est interdit :

- De brûler les déchets sur les chantiers ;
- D'abandonner ou d'enfermer les déchets (même inertes), dans les zones non contrôlées administrativement (décharges sauvages, chantiers, etc.) ;

L'entreprise devra respecter les obligations indiquées au CCTP, et prendre connaissance du plan d'installation de chantier joint au dossier le cas échéant.

L'attention des entreprises est ici attirée sur le fait qu'elles auront obligation de se conformer aux dispositions du tri des déchets indiquées dans les documents du dossier de consultation et devront proposer des solutions techniques correspondantes.

IMPORTANT : Les entreprises se chargeront, à leurs frais, de l'évacuation et du transport de leurs gravats et déchets jusqu'aux lieux de stockage, ainsi que de leur tri dans les conteneurs prévus à cet effet.

2. Organisation générale de la gestion du tri-sélectif

L'organisation générale de la gestion des déchets de chantier incombera à l'entreprise titulaire du lot N°01, et suivra la logique suivante :

- ✓ Installation des bennes ;
- ✓ Tri-sélectif des déchets de déconstruction dans les différentes bennes ;
- ✓ Rotation des bennes ;
- ✓ Le titulaire ouvrira dès les premières rotations de bennes un carnet de traçabilité des déchets et devra le tenir à jour durant les travaux (voir ci-après) ;
- ✓ L'entreprise devra nommer, lors du premier rendez-vous de chantier, un « MONSIEUR PROPRE » qui aura à sa charge la gestion et le respect du tri-sélectif durant les travaux. Pour ceci, elle devra procéder à l'information de son « MONSIEUR PROPRE » ;
- ✓ En fin de travaux, l'entreprise prévoira l'enlèvement des bennes et la remise en état de la zone de cantonnement ;

3. Pénalités

L'organisation de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours après le démarrage effectif des travaux. Sinon, une pénalité par jour calendaire de retard sera appliquée.

Pendant la durée des travaux, l'entreprise qui ne respectera pas les consignes et ses obligations de tri, sur simple constatation de la personne chargée de la gestion des déchets, fera l'objet d'une pénalité par infraction constatée.

Ces pénalités se conforment au CCAP, et en particulier à l'article traitant les pénalités relatives aux infractions concernant le tri-sélectif des déchets.

Ces diverses pénalités seront retenues par le MOE, sur les situations mensuelles des travaux au fur et à mesure de leur application.

4. Traçabilité des déchets

Le titulaire du lot GROS OEUVRE aura à sa charge l'ouverture du carnet de traçabilité des déchets, celui-ci assurera sa tenue depuis le début des travaux jusqu'à la fin de ceux-ci.

Ce carnet devra obligatoirement mentionner :

- ✓ Le type de déchets traités ;
- ✓ La quantité de déchets ;
- ✓ Le lieu de stockage ;
- ✓ Le mode de valorisation ;

01.5.8.3 Compte prorata

Toutes les dépenses communes nécessaires à l'organisation de chantier, telles qu'elles sont énumérées dans le présent document seront inscrites au compte prorata.

La gestion de ce compte sera assurée par l'entreprise titulaire lot « n°01 » qui procédera au règlement des dépenses correspondantes et pourra demander des avances aux autres entreprises. Elle effectuera en fin de chantier la répartition définitive des dépenses, proportionnellement au montant du décompte définitif de chaque entreprise.

Pour gérer ce compte, l'entreprise missionnée pour ce présent lot sera assistée PAR LE Moe et le MOA. Ces derniers auront pour tâche de régler, pour l'ensemble des entreprises, tous les problèmes afférents au compte prorata.

A la charge du Lot n°01 la mise en place d'une convention de compte prorata à contresigner par l'ensemble des intervenants. Elle aura pour but de fixer des règles du jeu claires entre les différents intervenants.

Nota :

1. *Le MOA ET le Moe seront les seules parties habilitées à valider ou pas chaque dépense affiliée au compte PRORATA.*
2. *Aucune dépense ne sera effectuée avant la validation définitive du fonctionnement de ce compte par le MOA et le Moe.*

01.5.8.4 Délais d'intervention

L'entreprise devra fournir à l'appui de son offre de prix un programme d'exécution détaillé de ses travaux indiquant la durée prévisionnelle d'exécution des travaux faisant l'objet de la consultation.

Description par phases de travaux ou par "grands postes" du délai d'exécution par tâche.

01.6 DOCUMENTS DE FIN DE TRAVAUX

Chaque entreprise sera tenue de fournir au MOE, **au plus tard 15 jours avant la réception de travaux**, l'ensemble des plans d'exécution mis à jour, conformes aux ouvrages exécutés.

Ces plans seront accompagnés :

- ✓ Des notes de calcul ;
- ✓ Des fiches techniques et notes d'utilisation et d'entretien des produits mis en œuvre ;
- ✓ Des fiches de contrôles COPREC 1 et 2 ;
- ✓ Des procès-verbaux de tenue de feu des matériaux utilisés ;
- ✓ Des certificats de garantie ;

Les plans devront porter la mention « récolement » et la référence précise du chantier et notamment du bâtiment concerné.

Tous ces documents seront fournis en **3 exemplaires dont 2 sous forme numérique** et revêtus du cachet commercial de l'entreprise.

01.7 NETTOYAGES DE CHANTIER

Les nettoyages généraux de mise en service seront à la charge de l'Entrepreneur responsable du lot n°01 en sous-traitant cette tâche à une entreprise spécialisée.

Ces nettoyages intéresseront toutes les parties apparentes et notamment :

Liste non limitative.....

- ✓ les sols y compris revêtements divers
- ✓ les murs et cloisons y compris revêtements verticaux de toutes natures
- ✓ les accessoires de quincaillerie
- ✓ les appareils sanitaires et leurs robinetteries
- ✓ l'appareillage électrique, y compris luminaires
- ✓ les vitres et glaces aux 2 faces
- ✓ les feuillures des menuiseries
- ✓ les lits de sciure protecteurs des carrelages

Pour résumer ;

A la charge du lot n°01 :

- ✓ Le nettoyage global à réaliser au moment des OPR.
- ✓ Un second nettoyage à réaliser avant la réception finale des ouvrages une fois toutes les réserves levées.
- ✓ Un troisième à réaliser lors de la mise en service du bâtiment.